

A.P.E.I.

**21 Rue Emile Zola
18200 SAINT AMAND MONTROND**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

A.P.E.I.

21 rue Emile Zola
18200 SAINT AMAND MONTROND

Exercice du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.P.E.I. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes pour la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATIONS DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Doulchard, le 19 juin 2025

SAS COGEP AUDIT

Commissaire aux Comptes
Représentée par

Thibaut CLAVIER





COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ASS ASSOCIATION DE PARENTS D ENFANTS INADAPTES DE ST AMAND MONTROND

21 rue EMILE ZOLA
18200 SAINT-AMAND-MONTROND
APE : 8810C
Siret : 33160336500023



Comptes annuels

Bilan



	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et de développement	11 140,73	11 140,73		
Concessions, brevets et droits assimilés	879 561,22	690 425,67	189 135,55	215 018,38
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 314 855,27	36 620,55	1 278 234,72	1 266 585,33
Constructions	25 739 930,43	17 043 077,92	8 696 852,51	9 196 767,87
Installations techniques, matériel et outillage	5 668 225,45	4 726 490,19	941 735,26	1 059 973,44
Autres immobilisations corporelles	4 720 323,90	3 508 301,98	1 212 021,92	1 264 998,81
Immob. en cours / Avances et acomptes	262 868,08		262 868,08	270 296,38
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	313 724,78		313 724,78	313 724,78
Prêts				6 000,00
Autres immobilisations financières	46 698,25		46 698,25	42 566,79
Total I	38 957 328,11	26 016 057,04	12 941 271,07	13 635 931,78
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	1 289 336,36	9 842,14	1 279 494,22	1 285 336,96
En cours de production de biens	55 499,00		55 499,00	70 203,00
Produits intermédiaires et finis	479 607,17	10 920,00	468 687,17	414 101,39
Marchandises	1 126,00		1 126,00	1 079,00
Avances et acomptes versés sur commandes	44 606,20		44 606,20	24 100,53
Créances				
Usagers et comptes rattachés	3 654 727,53	168 081,01	3 486 646,52	4 341 189,41
Autres créances	617 561,68		617 561,68	856 929,12
Divers				
Valeurs mobilières de placement	4 448 586,00		4 448 586,00	5 280 000,97
Disponibilités	4 593 436,97		4 593 436,97	3 256 103,30
Charges constatées d'avance	308 343,02		308 343,02	287 407,68
Total II	15 492 829,93	188 843,15	15 303 986,78	15 816 451,36
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	54 450 158,04	26 204 900,19	28 245 257,85	29 452 383,14

Bilan



	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	337 913,21	337 913,21
Fonds statutaires	123 572,59	123 572,59
Dotations non consommables	21 009,77	21 009,77
Autres fonds propres sans droit de reprise	193 330,85	193 330,85
Fonds propres avec droit de reprise	-1 234 151,21	-720 295,91
Autres fonds propres avec droit de reprise	-1 234 151,21	-720 295,91
Réserves	24 952 031,57	24 952 031,57
Réserves statutaires ou contractuelles	24 753 925,48	24 753 925,48
Réserves pour projet de l'entité	198 106,09	198 106,09
Report à nouveau	-7 930 234,98	-7 761 189,57
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 139 120,80	-570 509,69
Situation nette (sous-total)	14 986 437,79	16 237 949,61
Subventions d'investissement	346 359,18	283 934,79
Provisions réglementées	311 709,38	301 765,46
Total I	15 644 506,35	16 823 649,86
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	60 417,93	58 137,16
Total II	60 417,93	58 137,16
PROVISIONS		
Provisions pour risques		65 201,54
Provisions pour charges	747 058,75	851 799,73
Total III	747 058,75	917 001,27
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	5 508 953,91	5 700 077,26
Découverts et concours bancaires	1 648 626,82	755 308,78
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	7 157 580,73	6 455 386,04
Emprunts et dettes financières diverses	1 404,44	1 527,75
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	55 201,21	9 000,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 401 380,52	1 674 338,90
Dettes fiscales et sociales	3 031 578,27	3 122 595,45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 116,52	44 907,01
Autres dettes	128 896,94	176 025,12
Produits constatés d'avance	2 116,19	169 814,58
Total IV	11 793 274,82	11 653 594,85
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	28 245 257,85	29 452 383,14

Compte de Résultat



du 01/01/24
au 31/12/24
12 mois

du 01/01/23
au 31/12/23
12 mois

PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	19 193 173,11	22 151 634,11
Ventes de biens	12 276,11	23 135,63
Ventes de prestations services	19 180 897,00	22 128 498,48
Produits de tiers financeurs	8 517 498,77	8 289 487,42
Concours publics et subventions d'exploitation	8 454 390,20	8 228 706,57
Ressources liées à la générosité du public	63 108,57	60 780,85
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	857 378,28	696 940,94
Utilisation des fonds dédiés	8 291,02	862,84
Autres produits	46 630,78	-34 689,34
Total I	28 622 971,96	31 104 235,97
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	6 647,64	19 190,44
Variations de stock	-47,00	2 851,00
Autres achats et charges externes	8 484 311,06	8 973 306,76
Impôts, taxes et versements assimilés	791 444,13	818 390,01
Salaires et traitements	14 305 741,89	15 326 286,82
Charges sociales	4 919 904,43	5 084 139,75
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 362 240,92	1 284 919,26
Dotations aux provisions	5 590,72	4 292,81
Reports en fonds dédiés	10 571,79	59 000,00
Autres charges	84 395,44	56 054,11
Total II	29 970 801,02	31 628 430,96
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 347 829,06	-524 194,99
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	143 083,35	116 855,13
Total III	143 083,35	116 855,13
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assililées	189 843,37	180 477,47
Total IV	189 843,37	180 477,47
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-46 760,02	-63 622,34
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-1 394 589,08	-587 817,33
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	75 500,90	45 180,30
Sur opérations en capital	311 435,00	20 834,34
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	47 741,08	42 787,19
Total V	434 676,98	108 801,83
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	134 616,13	49 251,82
Sur opérations en capital	19 339,05	228,42
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	14 037,52	34 592,95
Total VI	167 992,70	84 073,19
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	266 684,28	24 728,64
Impôts sur les bénéfices (VIII)	11 216,00	7 421,00
Total des produits (I + III + V)	29 200 732,29	31 329 892,93
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)	30 339 853,09	31 900 402,62
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 139 120,80	-570 509,69

Compte de Résultat



	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	7 335,00	6 242,00
TOTAL	7 335,00	6 242,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	7 335,00	6 242,00
TOTAL	7 335,00	6 242,00



Annexe

Règles et méthodes comptables



Désignation de l'association : ASSOCIATION DE PARENTS D ENFANTS INADAPTES DE ST AMAND MONTROND

L'Association de Parents d'Enfants Inadaptés de Saint-Amand-Montrond est une association à but non lucratif créée le 25 avril 1978 par un groupe de parents dans le département du Cher.

A ce jour l'APEI gère 3 établissements de travail (ESAT et Entreprises Adaptées)

- ESAT VERNET INDUSTRIEL
- Entreprises Adaptées L'ARTISANERIE & LE VERDIER
- (et un Service Commercial commun aux deux entreprises adaptées)

5 Foyers d'hébergement et une section adaptée. FOYERS BERNARD FAGOT

- Foyer traditionnel composé de 24 chambres
- Foyer logement composé de 19 logements
- Foyer éclaté hébergeant 25 résidents
- Foyer de vie composé de 24 chambres
- Foyer de vie pour personnes âgées de 5 places

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 28 245 258 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 139 121 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/05/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

En liaison avec l'Union Nationale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés (U.N.A.P.E.I) à laquelle elle adhère, l'APEI doit, en faveur des personnes inadaptées et plus particulièrement des personnes en situation de handicap mental, accomplir les buts suivants :

- 1- Apporter à ces personnes et aux familles ayant un enfant, adolescent ou adulte inadapté et plus particulièrement en situation de handicap mental l'appui moral et matériel dont elles ont besoin, de développer entre elles un esprit d'entraide et de solidarité.
- 2- Mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique ou intellectuel de ces personnes par l'éducation, la formation, la mise au travail, l'hébergement, l'insertion sociale et professionnelle, l'organisation des loisirs.
- 3- Défendre les intérêts moraux, matériels et financiers de ces personnes auprès, entre autres, des élus, des pouvoirs publics, des commissions et des autorités de tutelle.
- 4- Informer régulièrement les élus, les autorités, les médias; d'organiser toute manifestation.
- 5- Etablir des liaisons avec les autres organismes, associations et établissements qui oeuvrent en faveur des personnes handicapées, quelle que soit la nature du handicap.
- 6- Entre tenir des liens de collaboration avec l'A.D.A.P.E.I et l'U.R.A.P.E.I et répondre au devoir d'information à l'égard du mouvement U.N.A.P.E.I

Règles générales



Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement ANC N°2014-03, en tenant compte des dispositions du règlement ANC n°2018-06, du règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif, et du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Depuis le 1er janvier 2000, l'Association a été placée hors du champ d'application des impôts commerciaux (impôts sur les sociétés, CET, ...) à la suite de l'entrée en vigueur de la réforme fiscale des organismes sans but lucratif et à la réponse du correspondant association.

C'est le sixième exercice au cours duquel les engagements de retraite font l'objet d'une provision comptable pour la partie non couverte par l'assurance indemnité de fin de carrière.

La provision est calculée selon la méthode préférentielle (recommandation ANC N° 2013 03).

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.



Règles et méthodes comptables

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

FAITS MAJEURS

Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes à déclarer au cours de l'exercice 2024.

Faits caractéristiques

Les 2 activités de sous-traitance lancées en 2022 à savoir le conditionnement de goudron végétal et l'entretien des vêtements techniques de sapeurs-pompiers ont gagnées en part de marché en 2024. Nous poursuivrons ces développements sur 2025.

Les frais énergétiques ont largement augmentés et composent pour beaucoup la perte d'exploitation de l'année.



Règles et méthodes comptables

Les activités médico-sociales sont largement déficitaires car les tiers financeurs ne tiennent pas compte de l'augmentation exponentielle des coûts énergétiques lors de l'établissement des budgets. Ainsi, ces coûts ne sont pas financés dans l'année à travers les prix de journée ou les dotations globales mais seulement repris à travers le jeu de reprise des résultats déficitaires avec un décalage temporel de plus en plus important.

Evénements postérieurs à la clôture

Acquisition des congés payés pendant un arrêt de maladie :

A la suite des arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023, les salariés, en arrêt maladie ou accident (professionnel ou non) et accident de trajet, continuent d'acquiescer des congés payés, sans limite, pendant ces périodes d'absence.

L'APEI estime, après l'adoption de la Loi N° 2024-363 du 22 avril 2024, que la sortie de ressource était, à ce stade, encore peu probable ou incertaine. De ce fait, il a été décidé de ne pas provisionner compte tenu du degré d'incertitude.

Conflit Ukraine Russie :

Au regard de l'imprévisibilité de l'évolution du conflit entre l'Ukraine et la Russie et de l'incertitude de ses conséquences, nous ne sommes pas en mesure de chiffrer les impacts qu'elle aura sur l'information financière de 2025 ; mais nous n'avons pas d'indice de pertes de valeur sur la valorisation de nos placements financiers ni sur la valorisation de notre patrimoine immobilier opérationnel.

Notes sur le bilan



Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	11 141			11 141
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	842 137	39 981	2 557	879 561
Immobilisations incorporelles	853 278	39 981	2 557	890 702
- Terrains	1 299 962	14 893		1 314 855
- Constructions sur sol propre	11 212 899		236 159	10 976 740
- Constructions sur sol d'autrui	1 867 135	10 516		1 877 651
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	12 849 593	117 161	81 214	12 885 540
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 607 265	95 472	34 511	5 668 225
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 494 564	134 906		1 629 471
- Matériel de transport	821 845	80 174	20 098	881 921
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 226 604	72 193	98 420	2 200 376
- Emballages récupérables et divers	8 556			8 556
- Immobilisations corporelles en cours	270 296	92 583	100 011	262 868
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	37 658 718	617 898	570 413	37 706 203
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	313 725			313 725
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	48 567	4 231	6 000	46 698
Immobilisations financières	362 292	4 231	6 000	360 423
ACTIF IMMOBILISE	38 874 288	662 110	578 970	38 957 328

Notes sur le bilan



Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	11 141			11 141
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	627 119	65 864	2 557	690 426
Immobilisations incorporelles	638 260	65 864	2 557	701 566
- Terrains	33 377	3 244		36 621
- Constructions sur sol propre	8 732 525	206 627	236 159	8 702 993
- Constructions sur sol d'autrui	1 441 390	32 624		1 474 014
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 558 944	388 341	81 214	6 866 071
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 547 291	211 374	32 175	4 726 490
- Installations générales, agencements aménagements divers	972 578	98 506		1 071 083
- Matériel de transport	477 775	72 044	3 811	546 007
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 827 661	152 699	97 705	1 882 656
- Emballages récupérables et divers	8 556			8 556
Immobilisations corporelles	24 600 097	1 165 459	451 064	25 314 491
ACTIF IMMOBILISE	25 238 356	1 231 323	453 621	26 016 057

Notes sur le bilan

l'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire lorsque le point de départ de l'amortissement retenu par les financeurs ne correspond pas à la date de mise en service



Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 941 055 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	313 725		313 725
Prêts			
Autres	46 698		46 698
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 654 728	3 486 647	168 081
Autres	617 562	617 562	
Charges constatées d'avance	308 343	308 343	
Total	4 941 055	4 412 551	528 504
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES A ETABLIR	387
R.R.R.A OBTENIR & AUTRE AV NON RECU	3 027
PRODUITS A RECEVOIR AIDES AUX POSTES	247 979
PRODUITS A RECEVOIR ORGANISME DE FORMATION (OPCO)	31 007
PRODUITS A RECEVOIR AUTRES	35 307
Total	317 708

Notes sur le bilan



Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	276 016	12 921	268 175	20 762
Créances et Valeurs mobilières	166 703	117 998	116 632	168 081
Total	442 719	130 919	384 807	188 843
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		130 919	384 807	
Financières				
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	337 913				337 913
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	24 883 832				24 883 832
Réserves des activités sociales	68 199				68 199
RAN hors activités sociales	-7 761 190			169 045	-7 930 235
RAN des activités sociales	-720 296			513 855	-1 234 151
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-570 510	570 510		1 139 121	-1 139 121
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	16 237 950	52 768		242 810	14 986 438
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	283 935		62 424		346 359
Provisions réglementées	301 765		9 944		311 709
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	16 823 650	52 768	72 368	281 349	15 644 506

Notes sur le bilan



Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Pensions et obligations similaires sur congés à payer	851 800	5 591	110 332		747 059
Autres provisions pour risques et charges	65 202		65 202		
Total	917 001	5 591	175 534		747 059
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		5 591	175 533		

Tableau des fonds dédiés

A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
CNR	58 137	1 996		4 276	60 418	60 418
Total	58 137	1 996		4 276	60 418	60 418

Le CNR accordé par l'ARS correspond au poste de C.I.P. pour 43 705 € et pour des travaux pour le reste, soit 16 713 €.
Le dénouement de ces opérations aura lieu courant 2025.

Notes sur le bilan



Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 11 738 074 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	1 648 627	1 648 627		
- à plus de 1 an à l'origine	5 508 954	503 727	1 769 012	3 236 215
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 404	1 404		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 401 381	1 401 381		
Dettes fiscales et sociales	3 031 578	3 031 578		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 117	15 117		
Autres dettes (**)	128 897	128 897		
Produits constatés d'avance	2 116	2 116		
Total	11 738 074	6 732 847	1 769 012	3 236 215
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	300 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	494 372			
(**) Dont envers les associés				

L'endettement de l'APEI a diminué en 2024 par rapport à 2023.

Remboursement de l'exercice = 494.372€

Emprunt nouvellement souscrit = 300.000€

Notes sur le bilan



Charges à payer

	Montant
FOURNISS. - FACTURES NON PARVE	103 342
INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	322
INTERETS COURUS A PAYER	437
INTERETS COURUS	1 404
PERSONNEL - DETTES PROVIONNEES	907 782
DETTE PROV SALAIRES A PAYER	332 967
COMPTE EPARGNE TEMPS	33 736
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PA	352 217
DETTE/CHARGES SOC SAL A PAYER	97 843
FORMATION PROFESSIONNELLE	68 428
EFFORT CONSTRUCTION	42 766
COMPTE EPARGNE TEMPS (CHARGES)	34 197
ETAT CHARGES A PAYER	16 730
RABAIS REMISE A ACCORDEE	54
CHARGES A PAYER	17 824
Total	2 010 050

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	308 343		
Total	308 343		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PROD.CONSTAT D AVANCE	2 116		
Total	2 116		

Notes sur le compte de résultat



Charges et produits d'exploitation et financiers

L'association pratique la comptabilisation des cotisations des adhérents en produits lors de leur encaissement effectif

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 30 875 euros

Résultat global 2024 = (-) 1.139.120,80 €

Résultat global 2023 = (-) 570.509,69 €

Résultat par type de gestion

- gestion contrôlée = (-) 322.479,32€

- gestion propre = (-) 816.641,48€

Notes sur le compte de résultat



Résultats par établissement

Siège social : 285.482,21 €
 L'Artisanerie : (-) 419.152,79 €
 Le Verdier : (-) 642.038,60 €
 L'ESAT Commercial : (-) 40.932,30 €
 L'ESAT Budget : (-) 29.478,00 €
 Foyers Bernard FAGOT : (-) 293.001,32 €

Financements externes

	Concours publics	Subv. D'exploit.	Subv. D'invest.
A.R.S	1 666 271 €	24 451 €	
D.R.E.E.T.S	3 453 808 €		
C.Dept	3 218 550 €		
TOTAL	8 338 629 €	24 451 €	

Autres informations



Engagements financiers

Engagements donnés

Il a été procédé au nantissement de la somme de 100.000€ (souscription DAT) venant s'ajouter à la somme de 200.000€ (souscription DAT exercice précédent) pour garantir des emprunts immobiliers
Garanties prises également auprès d'une société de caution à hauteur de 198.628€ concernant un emprunt immobilier de 500.000€

Engagements reçus

L'engagement de caution solidaire s'élève à 3 660 224 euros.
50% Conseil Départemental du Cher et 50% Ville de St Amand Montrond
concernant le remboursement des emprunts souscrits auprès du Crédit Agricole et du Crédit Foncier pour le financement des Foyers Bernard Fagot

Crédit-Bail

Le montant comptabilisé en charge de l'exercice 2024 s'élève à la somme de 29 907€
Les engagements de crédit baux s'élèvent à
- 1 an = 38 955€
de 2 à 5 ans = 133 684€
+ 5 ans = 0

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnité assimilées: 1 139 290 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions: 786 383 euros
- Montant des engagements couverts par l'assurance IFC AXA: 352 907 euros
- Montant de la provision en cours d'exercice: 5 591 euros
- Montant de la reprise de provision en cours d'exercice: 110 332 euros

Engagements par établissements:

- L'Artisanerie: 287 372 euros
- Le Verdier: 144 039
- Le Service Commercial: 495 801 euros
- Le Siège Social: 198 872 euros
- L'Esat Commercial: 13 206 euros

Pour les établissements médicaux sociaux, le règlement de l'indemnité de départ en retraite est pris en charge par les financeurs, donc aucune provision n'est constituée.

Autres informations



Effectif

Effectif moyen du personnel : 476

Siège : 6 cadres, 1 employé

Entreprises Adaptées: 20 cadres, 57 employés, 112 travailleurs éligibles à l'AAP, 89 VRP

ESAT : 2 cadres, 33 employés, 117 usagers

FBF : 5 cadres, 34 employés

Contributions volontaires

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
875000 - BENEVOLAT	7 335	6 242
Total	7 335	6 242
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
884000 - CONTRIBUTION VOLONTAIRE	7 335	6 242
Total	7 335	6 242

Le bénévolat correspond au temps consacré par les membres du Conseil d'administration, et des membres de l'entité qui participent aux différentes actions menées par l'association. La valorisation de ces temps au taux horaire de 11,88 € auquel s'ajoute les charges, représente un total de 7 335 € au titre de l'exercice 2024.